

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



APR 25 1983

Distr.
LIMITEE
T/COM.10/L.332
5 avril 1983
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

UN/SA COLLECTION

COMMUNICATION PRESENTEE PAR LE SENATEUR MOSES ULUDONG,
OLBIIL ERA KELULAU (CONGRES) DES PALAOS, CONCERNANT LE
TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement
intérieur du Conseil de tutelle)

SENAT

PREMIER OLBIIL ERA KELULAU

REPUBLIQUE DES PALAOS

KOROR, PALAOS

96940

Le 10 mars 1983

Son Excellence
Monsieur James McClure
Président de la Commission sénatoriale
de l'énergie et des ressources naturelles
132 Russell Senate Office Building
Washington, D.C. 20515

Monsieur le Président,

Lors des préparatifs du récent référendum sur l'Accord de libre association aux Palaos, le Comité d'éducation politique chargé d'expliquer à la population le contenu de l'Accord a effectué des dépenses d'un montant supérieur à 480 000 dollars. Nous croyons savoir que ces fonds ont été alloués au Gouvernement des Palaos par le Département de l'intérieur des Etats-Unis. Lors de l'exécution du programme d'éducation politique, et dans la période qui a suivi, de graves questions ont été soulevées : on s'est interrogé sur le bien-fondé d'un grand nombre de dépenses et la façon dont elles ont été effectuées.

83-08039

/...

A l'origine, il était tout à fait manifeste que le programme d'éducation politique visait à influencer la population pour l'amener à approuver l'Accord. On a diffusé une masse d'informations inexactes visant à exagérer les avantages dont bénéficieraient les Palaos dans le cadre de l'Accord. On a dépensé de l'argent pour organiser des réceptions et acheter de la nourriture et des boissons afin d'influencer les électeurs. En outre, on a dépensé des fonds pour préparer des panneaux et des tracts en faveur de l'Accord, pour payer les employés chargés d'installer ces panneaux et de distribuer ces tracts et pour louer les véhicules nécessaires à cet effet.

Le Département de l'intérieur a joué un rôle de premier plan dans ces activités de propagande en faveur de l'Accord. Au moment où les fonds ont été mis à la disposition du Comité, le Département, par l'intermédiaire de M. San Juan, a prié le Gouvernement des Palaos de supprimer toutes les procédures régissant l'utilisation des fonds publics. Cette mesure, bien qu'illégale sans aucun doute, a permis au Comité d'éducation politique de mener sa campagne en faveur de l'Accord en n'étant soumis pratiquement à aucun contrôle faible de la part du Congrès ou de la population des Palaos. En outre, la législation des Palaos, la Public Law No 7-5-4 concernant l'utilisation des fonds publics, n'a pas été respectée.

Nous vous demandons aujourd'hui de nous aider à obtenir qu'il soit procédé à une vérification pour déterminer de la façon dont ces fonds, fournis par les Etats-Unis, ont été utilisés par le Comité d'éducation politique. Les Palaos ne disposent pas actuellement d'un vérificateur des comptes de l'Etat ni de comptables locaux capables d'effectuer une vérification adéquate. Nous croyons savoir que le General Accounting Office (GAO) et d'autres organismes du Gouvernement des Etats-Unis ont les compétences requises pour s'acquitter d'une telle tâche.

Nous vous serions très obligés de bien vouloir indiquer si vous pouvez nous aider - et de quelle façon - à obtenir une vérification des documents comptables du Comité d'éducation politique. Nous estimons au Congrès national des Palaos qu'il s'agit là d'une affaire extrêmement grave qui demande à être élucidée d'urgence.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Président,

(Signé) Moses ULUDONG

cc : Le Président du Conseil de tutelle de
l'Organisation des Nations Unies,
Le Président de la Commission des affaires
intérieures et insulaires de la Chambre
des représentants,
Le Ministre de l'administration,
Gouvernement des Palaos.
